

A. C. S. I. A.

9, Rue Du Guesclin

75015 PARIS


Téléphone : 45.67.40.34

Paris, le 26 Mars 1990

S O M M A I R E

- LA TELEMATIQUE A LA CCIM,
- LA CCIM COMME EDITEUR EN PROPRE SUR SAVOIR,
- LA CCIM EN COPRODUCTION,
- AXES DE RECHERCHE POUR UNE OPTIMISATION ET UN DEVELOPPEMENT DES BANQUES DE DONNEES DE LA CCIM. RECOMMANDATIONS GENERALES PREPARATOIRES A LA REUNION DE JANVIER DU COMITE DE PILOTAGE.

LA PRESENTE NOTE REPREND LE RAPPORT INTERMEDIAIRE DU 26 DECEMBRE 1989 EN Y INTEGRANT LES CORRECTIONS ET OBSERVATIONS EN PARTICULIER DE LA DAE.



M. ASSABGUI

A. C. S. I. A.

9, Rue Du Guesclin

75015 PARIS

Téléphone : 45.67.40.34

Paris, le 26 Mars 1990

LA TELEMATIQUE A LA CCIM

Elle se caractérise par :

- Un grand nombre de chapitres et de services : près de 25 environ,
- Qu'il est possible de classer en cinq grandes têtes de chapitres du point de vue de la production et des responsabilités y afférentes : la CCIM en interne, la CCIM comme éditeur propre sur SAVOIR, LA CCIM en coproduction, les centrales documentaires, l'aéroport,
- L'utilisation de cinq serveurs (serveur interne, SAVOIR, CDFI, GCAM, AEROPORT),
- Un grand nombre de codes d'accès (sept),
- Six centres de coûts pour ce qui concerne les banques de données : le serveur interne hors des comptabilités analytiques croisées, les sous-traitances au serveur interne, SAVOIR, l'équipe de production de la DAE, les consultants directement affectés à la télématique, les sous-traitances diverses et achats de prestations aux serveurs,
- Une audience extrêmement basse.
(Entre 50 et 100 appels par jour au total).

AIDE A LA COMMUNICATION PAR LES SYSTÈMES D'INFORMATION AUTOMATISÉS

S. A. R. L. au Capital de 134.000 Francs — R. C. Paris B 305 147 498 — SIRET 305 147 498 00029

P
R
O
D
U
C
T
I
O
N

LA CCIM EN INTERNE

- . Service de l'information économique (2 personnes à temps complet)
- . Sous-traitance production technique

LA CCIM COMME EDITEUR EN PROPRE

- . Sous-traitance CCIM à SAVOIR

LA CCIM EN COPRODUCTION

- . TELEXPOR
- . TELEFIRM
- . DELPHES
- . AUDIT

LA CCIM ET SES CENTRES D'INFORMATION

L' AEROPORT

- . Direction de l'exploitation
- . Direction de la communication

S
E
R
V
I
C
E
S

- . Documentation sur l'économie régionale
- . Documentation sur l'international
- . B.D. économique (fichier d'entreprise)
- . DOCUMENTATION GENERALE

- . Messagerie
- . Base de données des séances de la Chambre
- . Documentation administrative

- . QUI FAIT QUOI?
- . OBSERVATOIRE 13
- . ECOLE PRATIQUE DE COMMERCE
- . CDPME
- . Taxe d'apprentissage
- . ENVOL

à venir :

- Foires et Salons PACA
- Librairie

- . TELEFIRM
- . PACA
- . I-EXPORT
- . ORBITRADE
- . ORBIFRANCE
- . FIRMETRANGE
- . EXPORT-AFFAIRES
- . EXPORT-ACTIONS
- . FIRMIMPORT/GCAM
- . FIRMEXPORT/GCAM
- . EXPERT-EXPORT
- . WTC-NETWORK

MIRANDOLE :

- . DELPHES

JURIDIAL
DUNSPRINT
MERCATIS

- . CII

ETC...

- . Télé affichage : enregistrement, embarquement, arrivées, départ
- . Réseau professionnelle interne
- . Réseau externe (à venir)
- . Réseau de bornes

O
U
T
I
L
S

SERVEUR

SAVOIR
(sauf taxe d'apprentissage qui est sur CDFI)

SERVEUR EXTERNES EXTERNES EN PARTENARIAT

SERVEURS EXTERNES EN SOUS-TRAITANCE

SERVEUR AEROPORT

DIFFUSION

accès par les documentalistes

élus services

ouverture aux visiteurs imminente

3616 CCIM ou PME

3614 TACCI

3615 ENVOL

3616 CDPME

36282001

3613 GCAM puis 36281992

Service documentation de la Chambre

Diffusion interne et externe

Télé-affichage

CDFI

GCAM

**MOYENS DE PRODUCTION ET D'EXPLOITATION DIRECTEMENT
ALLOUES AUX BANQUES DE DONNEES TELEMATIQUES**

SERVEUR INTERNE :

- . Moyens généraux (part de l'informatique générale),
- . Sous-traitance externe de l'ordre de 200 kf/an.

SAVOIR :

- . Budget de 300 kf/an (sous-traitance CCIM à SAVOIR, hors ENVOL).

EQUIPE DAE DE COPRODUCTION :

- . 300 kf/an de sous-traitance explicite à l'informatique,
- . Environ 200 kf/an d'achats et de sous-traitances diverses hors serveurs partagés,
- . 4 personnes (et 2 TUC),

Ne sont pas comptabilisés ci-dessus :

- Les coûts de l'informatique interne,
- Les moyens du service de documentation affectés aux banques de données économiques,
- Les coûts serveurs de sous-traitance couverts par des recettes du kiosque, tels les 70 kf/an d'ENVOL par exemple.

A. C. S. I. A.

9, Rue Du Guesclin

75015 PARIS

Téléphone : 45.67.40.34

Paris, le 26 Mars 1990

**LA CCIM COMME EDITEUR
EN PROPRE SUR SAVOIR**

- 1 - Q U I F A I T Q U O I
(Présentation institutionnelle de la CCIM)
- 2 - O B S E R V A T O I R E 1 3
(Bourse de terrains et de locaux)
- 3 - E C O L E P R A T I Q U E D E C O M M E R C E
(Présentation, emplois)
- 4 - C D P M E
(Cessions et reprises d'entreprises)
- 5 - P A C A
(Informations de base sur la région)
- 6 - E N V O L
(Information sur les vols, guide de l'aéroport)

**MOYENS DE PRODUCTION ET D'EXPLOITATION DIRECTEMENT
ALLOUES AUX BANQUES DE DONNEES TELEMATIQUES**

SERVEUR INTERNE :

- . Moyens généraux (part de l'informatique générale),
- . Sous-traitance externe de l'ordre de 200 kf/an.

SAVOIR :

- . Budget de 300 kf/an (sous-traitance CCIM à SAVOIR, hors ENVOL).

EQUIPE DAE DE COPRODUCTION :

- . 300 kf/an de sous-traitance explicite à l'informatique,
- . Environ 200 kf/an d'achats et de sous-traitances diverses hors serveurs partagés,
- . 4 personnes (et 2 TUC),

Ne sont pas comptabilisés ci-dessus :

- Les coûts de l'informatique interne,
- Les moyens du service de documentation affectés aux banques de données économiques,
- Les coûts serveurs de sous-traitance couverts par des recettes du kiosque, tels les 70 kf/an d'ENVOL par exemple.

**ELEMENTS ECONOMIQUES RELATIFS AU
FONCTIONNEMENT DE SAVOIR**

Le budget du serveur SAVOIR est de l'ordre de 1 MF se répartissant comme suit :

- Sous-traitance d'hébergement de la CCIM hors ENVOL : 200 kf,
- Sous-traitance d'hébergement de l'UNION PATRONALE : 200 kf,
- Sous-traitance de tiers et recettes kiosque diverses : 600 kf,
- Part d'ENVOL dans les 600 kf : 80 kf
dont 70 kf de recettes du kiosque et 10.000 de complément à la charge de l'aéroport (les charges d'hébergement fixes étant fixées à 80.000 frs au total),
- Part du kiosque hors ENVOL : 80 kf,
- Sous-traitance de prestations et d'hébergement de tiers hors ENVOL et hors kiosque : $600 - (80 + 80) = 440$ kf,
- L'équipement du Centre Serveur a représenté un investissement de 800 kf à l'achat dont l'amortissement dans le budget de SAVOIR représente 300 kf par an
- L'équipe de SAVOIR est composée de deux personnes techniques (saisie et secrétariat) + un technico-commercial + un technicien en cours de recrutement,
- La sous-traitance de SAVOIR en analyse et programmation est de 200 kf par an,
- La sous-traitance de la CCIM pour sa télématique interne est de 200 kf par an,
- La CCIM participera au financement du poste de technicien en recrutement à concurrence de 100 kf par an.
Le budget de sous-traitance de la CCIM à SAVOIR sera donc de 300 kf (200 pour l'hébergement et 100 pour le technicien en cours de recrutement),
- La disponibilité du technicien à demi-temps environ au service de la télématique interne devra permettre de diminuer la sous-traitance CCIM externe (hors SAVOIR) avec une amélioration du service rendu.

SERVICE	QUI FAIT QUOI
OBJET	Présentation institutionnelle et pratique de la CCIM.
PARTENARIAT	Sous-traitance à SAVOIR.
SOURCES	
SERVEUR	SAVOIR 3616 CCIM.
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture de l'information par l'équipe de l'information économique à SAVOIR, - Réalisation des écrans par SAVOIR.
ECONOMIE	<ul style="list-style-type: none"> - 10 jours par an pour la récolte et le contrôle de l'information par l'équipe de Monsieur NICOLAUD, - Hébergement imputé par SAVOIR à ce chapitre pour 41.000 frs par an.
OBSERVATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - A rediscuter dans le cadre d'une reconception générale des chapitre de la CCIM sur SAVOIR.

SERVICE	OBSERVATOIRE 13
OBJET	Terrains et locaux à caractères industriel et commercial (70 annonceurs - 500 à 600 annonces par trimestre - accès multicritères).
PARTENARIAT	Ville de Marseille (Bureau municipal d'action économique).
SOURCES	<ul style="list-style-type: none"> - Conseils en immobilier d'entreprise, - Promoteurs plus réaménageurs, - Un certain nombre de municipalités de la circonscription.
SERVEUR	SAVOIR
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	
ECONOMIE	<ul style="list-style-type: none"> - 10 jours par an pour la mise à jour, - 45.000,00 frs par an d'imputation budgétaire.
OBSERVATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Très faible audience, rechercher un moyen de dynamiser ce service.

SERVICE	ECOLE PRATIQUE DE COMMERCE
OBJET	Présentation institutionnelle et bourse d'emplois.
PARTENARIAT	
SOURCES	
SERVEUR	SAVOIR
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	Faible mise à jour.
ECONOMIE	Imputation faible au budget général (2.500,00 frs par an).
OBSERVATIONS	

SERVICE	C D P M E
OBJET	Annonces de cessions et de reprise d'entreprises : - Par type d'achat, - Par secteur d'activité.
PARTENARIAT	- UPBR, - CJD de la région.
SOURCES	
SERVEUR	SAVOIR 3616 code CDPME ou PME.
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	Fourniture de l'information par la maison de l'entreprise (Marc POTEAU) et saisie par SAVOIR.
ECONOMIE	- Imputation de 45.000,00 frs par an.
OBSERVATIONS	

SERVICE	P A C A
OBJET	CAPACITES D'ACCUEUIL INDUSTRIEL DE LA REGION.
PARTENARIAT	BRI, CONSEIL REGIONAL, CRCI, 7 CCI de la région.
SOURCES	
SERVEUR	SAVOIR
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	Mise à jour annuelle. (limitée)
ECONOMIE	
OBSERVATIONS	

SERVICE	E N V O L
OBJET	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur les vols, - Guide du voyageur.
PARTENARIAT	
SOURCES	L'AEROPORT
SERVEUR	SAVOIR
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	<p>L'information sur les vols est actuellement l'information dite de base (hors MAJ non permanentes).</p> <p>Un système permettant de diffuser l'information sur les vols en cours est actuellement développé à l'aéroport et sera porté par le serveur de l'aéroport.</p>
ECONOMIE	Coût d'hébergement imputé par SAVOIR : 80 KF HT. par an dont 70 sont couverts par les recettes du kiosque.
OBSERVATIONS	

A. C. S. I. A.

9, Rue Du Guesclin

75015 PARIS

Téléphone : 45.67.40.34

Paris, le 26 Mars 1990

LA CCIM EN COPRODUCTION

- 1 - TELEFIRM
(fichier consulaire)
- 2 - FIRM IMPORT - FIRM EXPORT
(entreprises exportatrices et importatrices)
- 3 - I - EXPORT
(adresses utiles à l'export)
- 4 - EXPORT - ACTION
(calendrier des manifestations)
- 5 - EXPORT - AFFAIRES
(opportunités)
- 6 - ORBITRADE
(acheteurs Etrangers en France)
- 7 - ORBIFRANCE
(implantations françaises à l'étranger)
- 8 - FIRMETRANGE
(groupes Etrangers en France)
- 9 - EXPERT - EXPORT
(aide au diagnostic et à la stratégie)

AIDE A LA COMMUNICATION PAR LES SYSTÈMES D'INFORMATION AUTOMATISÉS

S. A. R. L. au Capital de 134.000 Francs — R. C. Paris B 305 147 498 — SIRET 305 147 498 00029

SERVICE	TELEFIRM
OBJET	<ul style="list-style-type: none"> - 800.000 entreprises classées notamment par activités, taille et localisation, - Permet de quantifier un marché, identifier des sociétés, - Sorties diverses pour les entreprises (listes, étiquettes, etc...).
PARTENARIAT	<ul style="list-style-type: none"> - TELEFIRM (CCIP, CCIM, CCI de LYON, BORDEAUX, PAYS DE LOIRE, plus autres CCI productrices.
SOURCES	<ul style="list-style-type: none"> - Fichiers consulaires de 46 CCI, - 45.000 sur 80.000 pour la CCIM (5%).
SERVEUR	<ul style="list-style-type: none"> - GCAM
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - La CCIM transmet à GCAM le fichier consulaire des Bouches du Rhône, - Le fichier est traité par le Service Informatique et versé par lui au niveau national, - 36281992 pour consultation, - 3613 GCAMS pour listes, commandes en différé, etc...
ECONOMIE	<ul style="list-style-type: none"> - 360 heures par mois au total, - Rétrocession à la CCIM de 5% (environ 30 KF. par an). - Sous-ensemble des productions du Service Informatique, dont le rapport global est de 700 KF. par an.
OBSERVATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisations locales probablement à développer davantage.

SERVICE	FIRM IMPORT - FIRM EXPORT
OBJET	Fichier régional du commerce extérieur : FIRM EXPORT. Exportateurs et Importateurs français : 36.000 dont 3.000 PACA.
PARTENARIAT	<ul style="list-style-type: none"> - TELEXPOR T pour la diffusion, - Autres CCI, - CCIM pour PACA.
SOURCES	Enquête auprès des exportateurs, listing des douanes.
SERVEUR	GCAM 36281992
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion de l'enquête nationale pour PACA sur l'ordinateur interne, - Deux relances en plus de l'envoi initial, - Mise à jour permanente (contrairement au reste du fichier), - Extractions pour les entreprises, - Rapprochement avec les statistiques douanières. <p style="text-align: center;">Sur le serveur interne, la télématique est utilisée comme outil de saisie.</p>
ECONOMIE	<ul style="list-style-type: none"> - 27.000 frs de reversion sur lesquels le GCAM garde 11.000 frs pour frais techniques, - 100 KF de sous-produits vendus en local, - 6.000 frs de frais d'envois, etc..., - 3 mois-hommes pour l'enquête plus 1/2 temps pour les MAJ, - 8 mois-hommes par an au total.
OBSERVATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - La production des sous-produits locaux n'est pas complètement informatisées car le logiciel CCIM ne traite pas tout le questionnaire (TELEXPOR T propose la saisie pour 50 frs par questionnaire), - Produit très intéressant - optimisations éventuelles à rechercher.

SERVICE	I - E X P O R T
OBJET	- 7.700 adresses d'organismes ayant un savoir faire dans l'export.
PARTENARIAT	- AUDIT, - Production par quelques CCI.
SOURCES	- Données diverses en provenance de la DAI.
SERVEUR	- Jusque-là TELESUD - CDFI depuis début 1989.
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	- 1.800 fiches sur 7.700 à la charge de la CCIM, - Equipe DAE, MAJ directement sur minitel 3614.
ECONOMIE	- 1/2 temps jusque-là puis 1/8 de temps à terme (actuellement un jour par semaine).
OBSERVATIONS	- MAJ délicate à recentrer probablement sur PACA et méditerranée.

SERVICE	EXPORT - ACTION :
OBJET	- Manifestations PACA d'intérêt national.
PARTENARIAT	- TELEEXPORT pour la diffusion.
SOURCES	- CFME, - CCI.
SERVEUR	- CDFI 36-28-20-01.
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	- La dai (Xavier BLANC) fait parvenir l'information en direct à CDFI, en réalité cette transmission n'est pas effectuée.
ECONOMIE	Inexistante.
OBSERVATIONS	- Ce chapitre peut être considéré comme actuellement en sommeil, - Mérite certainement une reconception totale, - Système local à envisager.

SERVICE	EXPORT - AFFAIRES
OBJET	<ul style="list-style-type: none"> - 2.000 offres d'achat, d'importation, de distribution, de représentation, de sous-traitance répertoriées mensuellement, - MAJ quotidienne.
PARTENARIAT	<ul style="list-style-type: none"> - TELEXPORT et CFCE pour la diffusion, - Ensemble des CCI pour la production.
SOURCES	Documents divers de la DAI (bureau des réglementations en particulier).
SERVEUR	CDFI
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	DAI (Monsieur RONDA) adresse 20 à 30 lettres par mois en direct à TELEXPORT.
ECONOMIE	46% de l'audience du 36 28 20 01.
OBSERVATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Primeur souhaitable à PACA pour les opportunités parvenues à DAI (système local à envisager).

SERVICE	ORBITRADE
OBJET	<ul style="list-style-type: none"> - Acheteurs étrangers susceptibles d'acheter en France, - 20.000 sociétés de 85 pays de l'hémisphère sud, - Accès multicritères.
PARTENARIAT	<ul style="list-style-type: none"> - AUDIT pour la diffusion, - Marseille seule pour la production.
SOURCES	Courrier du Bureau des réglementations, annuaires du CCI, le MOCI, liaisons avec les CCI et les banques françaises à l'Etranger.
SERVEUR	CDFI (36-28-20-01) en ligne depuis Septembre 1988.
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion sur le serveur interne, - Deux personnes à temps complet depuis 1984 ; à partir de maintenant : 1/2 temps DAE et 1/2 temps d'un TUC, - Peu appelé - anomalies fréquentes dans la consultation (corrigées actuellement).
ECONOMIE	<ul style="list-style-type: none"> - 20 heures par mois, - Réfection du logiciel en cours (pour 50 KF. partagés avec FIRMETRANGE).
OBSERVATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Pourquoi cette production lourde est-elle à la charge de Marseille seule? - Nécessité d'analyser avec DAI un recentrage des sources et des pays couverts.

SERVICE	ORBIFRANCE
OBJET	Sociétés françaises ayant des filiales à l'étranger (environ 6.000).
PARTENARIAT	<ul style="list-style-type: none"> - CCIM seule, - Participation théorique de CCI Strasbourg, CFCE et UCCIFE.
SOURCES	CFCE
SERVEUR	Non en ligne pour l'instant.
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - Sur serveur interne en interne,
ECONOMIE	<ul style="list-style-type: none"> - A étudier et à organiser, - Actuellement 1/6 de temps.
OBSERVATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Semble très demandé, - Projet de diffusion à analyser.

SERVICE	F I R M E T R A N G E
OBJET	Fichier des groupes étrangers en France, 9.300 groupes environ (localisation principale activité, filiations, nationalité, % capital étranger).
PARTENARIAT	CCIM seule pour la production.
SOURCES	Enquête annuelle FIRM IMPORT-FIRM EXPORT, presse économique nationale, presse régionale, services internes de la CCIM.
SERVEUR	CDFI - 36-28-20-01.
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	Traitement de la documentation par l'équipe DAE.
ECONOMIE	<ul style="list-style-type: none"> - Audience en cours d'analyse, environ 10 heures par mois, - 2/3 temps (une personne partagée avec ORBIFRANCE plus 50 KF. partagés avec ORBITRADE).
OBSERVATIONS	Charge de la production à partager avec d'autres partenaires.

SERVICE	EXPERT - EXPORT
OBJET	Diagnostic et stratégie en Import - Export.
PARTENARIAT	- ISGA
SOURCES	
SERVEUR	
PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT	Projet suspendu à l'ISGA.
ECONOMIE	Evaluation du budget en Janvier 1989 : 1.343.000,00 frs.
OBSERVATIONS	Vérifier qu'aucune charge ou engagement latents ne continuent de courir.

A. C. S. I. A.

9, Rue Du Guesclin

75015 PARIS

Téléphone : 45.67.40.34

Paris, le 26 Mars 1990

AXES DE RECHERCHE POUR UNE OPTIMISATION ET UN
DEVELOPPEMENT DES BANQUES DE DONNEES DE LA CCIM
RECOMMANDATIONS GENERALES PREPARATOIRES A LA
REUNION DE JANVIER DU COMITE DE PILOTAGE

Objet et contexte :

La présente note est destinée à servir de support aux réflexions en cours, en particulier au niveau du Comité de pilotage et de la réunion de ce dernier prévue pour la mi-Janvier.

A l'issue de la réunion du Comité de pilotage, en fonction des orientations de ce dernier, les "axes" ci-dessous présentés "en vrac" pourront être structurés en une proposition d'ensemble (pour la fin Janvier par exemple avec discussion du contenu début Février).

Sauf demande d'approfondissement ou d'expertise particulière faisant suite aux préconisations générales énoncées, les mois de Février et de Mars pourraient ensuite être consacrés à la définition des "projets nouveaux" à envisager dans le cadre de SAVOIR, du WTC etc...

I - RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'ECONOMIE DES PROJETS EN COURS ET FUTURS

1 - Identifier (et en particulier avant l'engagement initial) tous les "postes de coûts" sans omettre les coûts généraux des prestations croisées internes : Les prestations du centre informatique à l'équipe de production apparaissent comme "gratuites" (parce-que internes) dans le cadre de l'analyse de tel ou tel chapitre. Elles ne le sont bien évidemment pas à un niveau global.
Prenons l'exemple d'ORBITRADE : La réfection du logiciel en cours est comptabilisée pour 50 kf en imputations internes entre la DAE et l'informatique. Cependant, les charges informatiques de l'exploitation courante (20.000 fiches gérées par deux personnes en permanence) ne sont pas décomptées et font défaut au moment d'établir le ratio Coût/service-rendu de ce chapitre.

La question de l'imputation analytique des coûts internes par chapitre est évidemment très complexe (pour l'informatique, dans certains cas pour la documentation, etc...) et il n'est pas possible d'y parvenir d'emblée de manière fine et parfaite. Elle doit toutefois être régulièrement posée ne fut-ce que de manière relative en particulier, en cas de nécessité d'arbitrage entre les voies de développements envisageables.

2 - Les postes de coûts étant identifiés, y attacher les vraies charges :

A l'intérieur d'un budget global qui a fait l'objet d'un accord des parties, et sans remettre en cause le budget dans sa globalité, il est important dans la présentation des chiffres d'approcher au mieux la réalité technique et commerciale.

Cette observation porte par exemple sur le budget de SAVOIR.

L'imputation actuelle des chapitres fait apparaître un coût d'hébergement et de mise à jour de 45.000 francs (sur un total de 200 kf) pour le chapitre QUI FAIT QUOI.

Un budget total de 200 kf par an de sous-traitance de la CCIM à SAVOIR n'est pas en soi anormalement élevé pour un ensemble de chapitres tel que ceux concernés, du fait des coûts fixes de l'hébergement (et cela indépendamment de l'audience).

Chiffrer à 45.000 francs/an "le coût" du "QUI FAIT QUOI" à partir d'une simple règle de trois sur la masse budgétaire totale comporte par contre un double risque :

- Le risque de faire apparaître le coût de ce chapitre comme énorme eu égard au service rendu, ou par rapport au coût des prestations techniques qu'il couvre, telles qu'il pourrait être proposé sur d'autres serveurs,
- Le risque en ne rétablissant pas la réalité analytique des imputations de bloquer tout développement des services et du serveur : A partir d'une telle base, SAVOIR serait en effet habilité à réclamer à la CCIM des budgets supplémentaires d'exploitations pour toute demande d'un hébergement nouveau, alors que les 200 kf couvrent en réalité nous semble-t-il un forfait correspondant à un ensemble de prestations d'exploitation non consommées actuellement, notamment du fait que l'audience est très faible.

Le point que nous traitons ici est important. Il ne manquera pas de soulever des négociations (délicates si elles ne sont pas parfaitement cadrées et expliquées dès le départ) avec SAVOIR au cas où une décision de réorganisation des services existants serait accompagnée (ce qui est probable) de propositions de développements nouveaux.

3 - Economie de projet et orientation politique chapitre par chapitre

Une économie de projet aussi analytique que possible est nécessaire quelque soient les termes selon lesquels s'énonce "la rentabilité". L'approche des problèmes de la rentabilité devra permettre de traiter en les distinguant les quatre cas suivants :

- Les services aux ressortissants,
- La participation de la Chambre à des projets en fonction de sa position comme maillon d'un réseau national,
- La participation de la Chambre à des projets en fonction de son rôle institutionnel,
- La gestion de projets utiles à la collectivité régionale ou nationale et qu'il est souhaitable qu'ils soient gérés en centres de profits autonomes.

II - RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX ASPECTS ORGANISATIONNELS ET TECHNIQUES

I - Identifier et mobiliser pour chaque service toutes les compétences nécessaires à son exploitation

Pour chacun des chapitres envisagés il est nécessaire d'identifier les compétences et circuits nécessaires :

- A une bonne définition du produit,
- A la récolte initiale et à la récolte en régime de croisière,
- A la production,
- A la commercialisation.

Il est ensuite impératif que les compétences et moyens requis soient mobilisés. Que tous les partenaires internes ou externes soient informés et que ceux dont la participation est importante adhèrent bien aux montages mis en place.

Devancer la mobilisation du partenaire compétent est quelques fois, dans le domaine des nouveaux médias, utile ou même indispensable (pour éviter au partenaire en question une charge de travail double, ou en attendant que son implication soit techniquement organisée). Une telle substitution ne peut être que limitée dans le temps et son organisation doit être explicitement posée comme provisoire. Si tel n'est pas le cas, un risque important existe de l'émergence de "circuits parallèles", non fondamentalement compétents, qui à terme enferment les applications traitées dans une marginalité onéreuse et porteuse d'échecs.

2 - Rechercher une structure de fonctionnement permettant de contrôler le fonctionnement des montages mis sur pied

Telle est bien la finalité du Comité de pilotage.

En régime de croisière et au niveau du fonctionnement quotidien, la difficulté à surmonter est celle de la dualité entre :

- Un fonctionnement vertical, par service (permettant d'utiliser les compétences disponible au sein de la CCIM),
- Et un fonctionnement en "équipe projet" (l'équipe télématique centrale).